

SUR LE RÉFORMISME

«En un mot, le syndicat ouvrier est, de par sa nature, réformiste et non révolutionnaire. Pour nous, que les travailleurs veuillent plus ou moins, cela n'a pas une grande importance: l'important est qu'ils doivent chercher à conquérir ce qu'ils veulent d'eux-mêmes, avec leurs forces et par leur action directe contre les capitalistes et le gouvernement». (Malatesta, 1922)

Il semblerait que certains qui, par ailleurs, ne dissimulent pas leur filiation avec la doctrine sociale de l'Église, veuillent utiliser, à des fins partisans, le vieux débat entre syndicalistes révolutionnaires et syndicalistes réformistes. Rappelons à ces camarades que pour les anarcho-syndicalistes, il y a belle lurette que l'affaire est entendue.

Certes, la formulation de Malatesta, ou peut-être la traduction qu'on en a faite, (Malatesta était un anarchiste italien) mériterait d'être précisée. Ce qui est en cause n'est pas la «nature» du syndicat ouvrier mais sa fonction sociale et, aujourd'hui, à part peut-être quelques idéologues impénitents, personne ne songe à assigner aux syndicats un autre rôle que celui qui est le leur:

«Assumer en toutes circonstances et en toute indépendance, la défense des «intérêts particuliers» des travailleurs» (1).

Lorsque je lis sous la signature d'un de nos camarades: *«Oui, il faudra être courageux, responsable, pour aller à la négociation avec la volonté de conclure dans les mois à suivre»*, la question que je me pose tout naturellement est la suivante: *«CONCLURE QUOI... A PARTIR DE QUOI?»*.

Jusqu'à preuve du contraire, la pratique réformiste se fonde d'abord et, avant tout, sur les exigences des syndiqués, exprimées en termes de revendications. En aucune manière, elle ne se fonde sur la mise en musique (comme le voudrait le principe de subsidiarité) des exigences patronales ou gouvernementales: Représentants des travailleurs ou «subsidiaries» du patronat ou de l'État, telle est, qu'on le veuille ou non, la signification de la querelle entre tenants du «syndicalisme de contestation» et partisans du «syndicalisme d'accompagnement» et la vérité ne saurait se situer entre les deux.... Il faut choisir!

Les travailleurs ont construit des syndicats pour que leurs intérêts soient pris en compte et défendus et non pour mettre en place un clergé laïque dont les membres se sentiraient investis d'une sorte de sacerdoce: *«être courageux, responsables pour aller à la négociation avec la volonté de conclure...»*.

Et qu'on ne nous fasse pas un mauvais procès ... «révolutionnaire» ou «réformiste»... Tout syndicaliste responsable (devant les travailleurs) connaît la nécessité du compromis imposé par le rapport de forces entre parties à un moment donné. En réalité, ce qui est en cause c'est l'indépendance de classes... Libres ou subordonnés et Malatesta avait raison:

«que les travailleurs veuillent plus ou moins, cela n'a pas une grande importance: l'important est qu'ils doivent chercher à conquérir ce qu'ils veulent d'eux-mêmes, avec leurs forces et par leur action directe contre les capitalistes et le gouvernement».

Je ne connais pas d'authentique réformiste qui ne fonde son action sur ces principes, il convient également de rappeler que ce sont les «syndicalistes réformistes» qui ont inventé la politique de la «présence» opposée à la «participation» proposée par les encycliques pontificales.

Mais nous aurons l'occasion d'en reparler!

Alexandre HÉBERT.

(1) Selon la formule de Robert Bothereau... un authentique réformiste.